

Brochure n° 3011

Convention collective nationale

IDCC : 700. – **PRODUCTION DES PAPIERS-CARTONS
ET CELLULOSES**
(Ingénieurs et cadres)

Brochure n° 3068

Convention collective nationale

IDCC : 707. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS-CARTONS
ET DE LA PELLICULE CELLULOSIQUE**
(Ingénieurs et cadres)

Brochure n° 3242

Convention collective nationale

IDCC : 1492. – **PRODUCTION DES PAPIERS-CARTONS
ET CELLULOSES**
(OEDTAM)

Brochure n° 3250

Convention collective nationale

IDCC : 1495. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS-CARTONS
ET INDUSTRIES CONNEXES**
(OEDTAM)

AVENANT N° 7 DU 6 FÉVRIER 2014
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1450752M
IDCC : 700, 707, 1492, 1495

Entre :

L'UNIDIS,

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La FIBOPA CFE-CGC ;

La FFSCEGA CFTC ;
La FG FO papiers-cartons,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minima conventionnels OETAM

Les salaires mensuels minima conventionnels OETAM visés à l'article 1^{er} de l'accord professionnel du 22 novembre 2006 sont revalorisés comme suit, à compter du 1^{er} février 2014 :

Salaires mensuels minima conventionnels (SMMC)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SMMC (au 1 ^{er} mars 2014)
I	1	125	1 446
	2	130	1 457
	3	135	1 469
II	1	140	1 489
	2	150	1 509
	3	160	1 534
III	1	170	1 568
	2	185	1 601
	3	195	1 635
IV	1	215	1 782
	2	235	1 929
	3	260	2 091
V	1	285	2 276
	2	315	2 508
	3	350	2 773

Garanties annuelles de rémunération

La garantie annuelle de rémunération OETAM visée à l'article 3 de l'accord professionnel du 22 novembre 2006 est revalorisée comme suit pour l'année 2014 : 17 560 € pour les salariés ressortant au champ d'application des conventions collectives OETAM.

Article 2

Salaires minima conventionnels ingénieurs et cadres

La grille de rémunération visée à l'annexe II de l'accord professionnel du 13 décembre 2010 est modifiée comme suit pour l'année 2014.

NIVEAU	PROPOSITION RAM 2013	RÉMUNÉRATION mensuelle 80 %	RÉMUNÉRATION mensuelle 70 % ⁽²⁾
Débutant ⁽¹⁾ moins de 2 ans d'ancienneté	26 838	1 789	
Entre 2 et 5 ans d'ancienneté	30 000	2 000	
A	37 600	2 507	2 193
B	43 354	2 890	2 529
C	56 773	3 785	3 312

(1) Collaborateurs ingénieurs et cadres débutants au sens du paragraphe 3.3 de l'accord du 13 décembre 2010.
(2) Collaborateurs dont la fonction justifie une part importante d'éléments variables de rémunération (ex. : cadres commerciaux) et paragraphe 5.2 de l'accord du 13 décembre 2010.

Article 3

Champ d'application

Le présent avenant est conclu dans le champ d'application :

- de la convention collective nationale OETAM de la production des papiers-cartons et celluloses du 20 janvier 1988 (IDCC 1492) ;
- de la convention collective nationale OETAM de la transformation des papiers-cartons et industries connexes du 16 février 1988 (IDCC 1495) ;
- de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la production des papiers-cartons et celluloses du 4 décembre 1972 (IDCC 700) ;
- de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la transformation des papiers-cartons industries connexes du 21 décembre 1972 (IDCC 707).

Article 4

Procédure de dépôt et d'extension

Le présent avenant fait l'objet des mêmes conditions de dépôt et de procédure que l'accord initial lui-même. La partie patronale s'attachera à recourir à son extension.

Un avenant de cohérence à l'accord du 13 décembre 2010 relatif à la classification des ingénieurs et cadres est signé concomitamment.

Article 5

Dispositions diverses

Par la signature du présent avenant, la partie patronale s'engage à :

- ouvrir une négociation paritaire intersecteurs papiers-cartons sur la mise en place d'une couverture conventionnelle frais de santé à l'occasion des discussions paritaires qui s'ouvriront sur le sujet dans la branche industries du cartonnage et articles de papeterie ;
- ouvrir une discussion paritaire sur la prise en compte et la valorisation de l'ancienneté dans le parcours professionnel des salariés ; cette discussion ayant pour objectif de pallier le gel de la base du calcul de la prime d'ancienneté maintenu depuis 2001 ;
- poursuivre la négociation sur le travail de nuit, et ce à l'issue de la remise du rapport Virvilles et de la publication des arrêtés et décrets d'application de la loi visant la prise en compte de la pénibilité du travail.

Fait à Paris, le 6 février 2014.

(Suivent les signatures.)